

Organisation d'une conférence nationale en Libye

## Une centaine de personnalités interpellent Ghassane Salamé



Ghassane Salamé, envoyé spécial de l'ONU en Libye. © D. R.

**Des hommes politiques, des académiciens, des journalistes et des militants demandent à l'émissaire onusien de tenir la conférence nationale inclusive avant le 1er mars prochain.**

Initialement prévue pour les premières semaines du mois de janvier, la conférence nationale inclusive libyenne accuse du retard, d'où l'impatience qui commence à gagner plusieurs cercles en Libye. La préparation de cette rencontre, sur laquelle Ghassan Salamé, l'envoyé spécial de l'ONU, mise énormément pour réussir sa mission dans ce pays, a poussé des parties libyennes à réagir.

Hier, la chaîne de télévision Libya al-Ahrar a indiqué qu'une centaine de personnalités libyennes ont rendu public un communiqué dans lequel il est demandé à l'émissaire onusien d'accélérer la tenue de cette conférence nationale inclusive.

Les signataires le pressent de la tenir avant le 1er mars prochain. Sans citer de noms, la même source précise que les auteurs de cet appel sont des personnalités politiques, des académiciens, des journalistes et des militants.

Ces derniers appellent Ghassan Salamé à donner une plus grande audience à la participation à la conférence nationale inclusive des représentants des communes et des autorités locales pour que ses résolutions soient plus crédibles. "Il ne faut pas que cette conférence nationale inclusive se transforme en une institution supplémentaire ou de rechange, et que soient considérées ses résolutions comme des revendications légales du

peuple libyen afin de sortir de cette période d'anarchie", conclut le communiqué.

Cette sortie médiatique intervient alors que la situation sécuritaire en Libye ne s'améliore pas, en témoignent les opérations militaires en cours à Sebha, dans le sud-ouest du pays, frontalier avec l'Algérie, et à Derna (nord-est) contre des groupes terroristes affiliés à al-Qaïda. De nombreux affrontements entre milices sont régulièrement enregistrés depuis le mois d'août dans la capitale Tripoli.

Les ingérences étrangères, comme le dénonce l'ancien ambassadeur de Libye aux Nations unies, Ibrahim Dabbachi, n'arrangent guère la situation. Sans les citer, le diplomate libyen met en garde dans une lettre qu'il a rendue publique contre le fait que "certaines parties libyennes soutenues par des membres actifs du Conseil de sécurité de l'ONU tentent de détourner la conférence nationale". Ibrahim Dabbachi prévient que "cette conférence nationale est la dernière chance pour la Mission des Nations unies de rétablir sa crédibilité et pour la Libye de parvenir à une transition pacifique".

Il y a lieu de rappeler l'opposition affichée par Salah Aguila, le président du parlement élu exilé à Tobrouk, aux projets de Ghassan Salamé.

Il a dénoncé les intentions de la mission onusienne d'organiser une conférence nationale inclusive, allant jusqu'à la qualifier de "coup d'État contre les institutions en place".

### **L'OMS alarmée par les attaques répétées visant les hôpitaux libyens**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a tiré la sonnette d'alarme face aux attaques répétées visant les hôpitaux et le personnel médical en Libye, ont rapporté hier des médias locaux. "L'Organisation mondiale de la Santé signale des attaques de plus en plus fréquentes et graves contre des établissements et personnels de santé", a déclaré l'OMS dans un communiqué. L'organisation a dénombré 41 attaques contre des personnels et établissements de santé en Libye en 2018 et 2019, dont 6 patients et membres du personnel soignant tués et 35 autres blessés. "La division politique et le conflit armé en cours dans le pays forcent près de 75% des établissements de santé libyens à fermer ou n'ouvrir que partiellement et entraînent une grave pénurie de personnel soignant, privant ainsi de services de santé des milliers de personnes et affaiblissant davantage le système médical", a déploré l'OMS dans son communiqué. "L'OMS demande encore une fois à toutes les parties au conflit de respecter la sécurité du personnel soignant, des établissements de santé et du matériel médical, ainsi que le caractère sacré de la santé en général", a déclaré Jaffar Hussein, représentant et chef de la mission de l'OMS en Libye. "De telles attaques sont révoltantes, elles mettent en danger de nombreuses vies supplémentaires en Libye et privent de leur droit à des services de santé les plus vulnérables, dont les enfants et les femmes enceintes, au moment où ils en ont le plus besoin", a ajouté M. Hussein.